

Solidarité avec les femmes et les filles dans les régions en guerre !

Le syndicat syndicom condamne avec force la violence croissante et les conflits militaires dans le monde entier, qui touchent de manière inacceptable les femmes, les enfants et les groupes marginalisés.

Il condamne avec force le génocide perpétré à Gaza et l'inaction du Conseil fédéral pour le cessez-le-feu et la paix en Palestine. Plus de 15'000 femmes et 17'000 enfants ont été assassinés en 16 mois à Gaza, sans compter les milliers de disparus encore sous les décombres, les dizaines de milliers de personnes et d'enfants blessés, handicapés à vie, sans moyens de subsistance, sans soins, sans toits, et menacés de déplacements forcés.

Il condamne vigoureusement la violence persistante et les graves violations des droits humains dans les zones de guerre du monde entier. Des viols massifs systématiques, des déplacements de population et des attaques ciblées contre des civils sont documentés et pourtant les responsables restent impunis. Rien qu'au cours des derniers mois, des milliers de personnes ont été tuées en République démocratique du Congo, des millions ont été déplacées et d'innombrables femmes et enfants ont été victimes de violences sexuelles. Au Soudan, la guerre persistante a entraîné la plus grande crise de déplacement au monde. Plus de 14 millions de personnes ont fui à l'intérieur du pays ou dans les pays voisins, tandis que près de 30 millions de personnes au total dépendent de l'aide humanitaire, dont 16 millions d'enfants.

En tant que syndicalistes engagés pour la justice sociale, les droits humains et la paix, nous demandons l'application systématique de la résolution 1325 de l'ONU « Femmes, paix et sécurité » ainsi qu'un engagement plus fort de la communauté internationale pour promouvoir des solutions pacifiques, que ce soit en Ukraine, en Palestine, en République démocratique du Congo et dans toutes les régions en guerre ou en conflit dans le monde !

La résolution 1325, adoptée par le Conseil de sécurité des Nations unies en 2000, souligne le rôle crucial des femmes dans les processus de paix et demande leur participation accrue à la résolution des conflits, aux négociations de paix et aux programmes de reconstruction. Elle exige en outre une meilleure protection des femmes et des filles contre la violence sexiste et sexualisée dans les guerres et les conflits.

Au vu de la situation géopolitique actuelle, nous demandons

- Des cessez-le-feu immédiats et permanents et des solutions diplomatiques dans tous les conflits militaires actuels, en particulier dans les régions les plus touchées comme l'Ukraine, la Palestine, le Soudan et d'autres régions en guerre.
- Un engagement plus fort de la Suisse pour la mise en œuvre de la résolution 1325 des Nations unies, y compris un soutien politique, financier et diplomatique accru aux initiatives de paix qui impliquent explicitement les femmes et les groupes marginalisés. Cela inclut notamment le financement intégral de la participation suisse aux fonds de l'UNWRA.
- Mettre fin à la violence sexiste et sexualisée dans les zones de conflit en prenant des mesures ciblées pour aider les femmes et les filles touchées, y compris des programmes de protection, une aide juridique et un soutien psychosocial.

- Une interdiction d'importer et d'exporter des armes et des technologies qui contribuent à l'escalade des conflits, ainsi qu'un contrôle accru de l'industrie suisse de l'armement en ce qui concerne les normes éthiques et les droits humains.
- Solidarité avec toutes les femmes victimes de la guerre, que ce soit en Palestine, en Ukraine, au Soudan, en République démocratique du Congo et dans toute autre zone de conflit.
- Solidarité avec nos syndicats frères et les organisations de la société civile dans les régions en conflit qui luttent pour la protection des droits des travailleurs, la démocratie et la paix.

Nous nous engageons pour un monde pacifique, dans lequel la justice sociale et les droits des travailleurs sont protégés en temps de paix comme en temps de crise. Nous appelons nos membres, l'Union syndicale suisse, les responsables politiques nationaux, le Conseil fédéral et la communauté internationale à s'engager activement pour une résolution non violente des conflits mondiaux et à mettre en œuvre les principes énoncés dans la résolution 1325 des Nations unies

Sur mandat de la conférence des femmes du 1er mars 2025 au congrès de syndicom le 20 et 21 juin 2025.